

Art. 4. A l'annexe du même arrêté, chapitre VI, première partie, modifiée par les arrêtés royaux des 16 octobre 1998, 14 janvier 2000, 8 juin 2000, 25 novembre 2004 et 22 décembre 2005, dans la version en langue néerlandaise, l'entrée suivante est ajoutée sous le numéro d'ordre 27 :

Art. 4. In de bijlage van hetzelfde besluit, hoofdstuk VI, eerste deel, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 16 oktober 1998, 14 januari 2000, 8 juni 2000, 25 november 2004 en 22 december 2005, wordt in de Nederlandse tekst de volgende vermelding toegevoegd met als rangnummer 27 :

Rangnummer	Stoffen	Maximaal toelaatbare concentratie	Beperkingen en eisen	Gebruiksvoorwaarden en waarschuwingen die op het etiket dienen te worden vermeld
a	b	c	d	e
"27	Imidazolidinylureum (+)	0,6 %"		

»

**SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

F. 2007 — 1160

[C — 2007/00152]

2 MARS 2007. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 121, tel que remplacé par la loi du 26 avril 2002, et 137bis, inséré par la loi du 20 juin 2006;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo), notamment les articles VI.II.20, alinéa 1^{er}, VI.II.38, VI.II.39, alinéas 1^{er} et 3, VI.II.40, VII.II.3, § 2, VII.IV.3, § 2, IX.I.9, IX.II.6, alinéa 1^{er}, et X.III.1^{er}, 2^o, a);

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 4 février 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 21 février 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique du 12 octobre 2005;

Considérant que l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai requis et qu'aucune demande de prolongation n'a été formulée; qu'en conséquence, il y a été passé outre;

Vu l'avis 40.780/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu le protocole n° 260/2 du comité de négociation pour les services de police du 31 janvier 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article VI.II.20, alinéa 1^{er}, PJPo est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. VI.II.20. Le service désigné par le ministre conformément à l'article VI.II.19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, transmet sans délai la candidature au chef de corps ou au commissaire général ou au directeur général concerné, selon qu'il s'agit d'une vacance d'emploi dans un corps de police locale ou à la police fédérale. »

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

N. 2007 — 1160

[C — 2007/00152]

2 MAART 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op de artikelen 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002, en 137bis, ingevoegd bij de wet van 20 juni 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo), inzonderheid op de artikelen VI.II.20, eerste lid, VI.II.38, VI.II.39, eerste en derde lid, VI.II.40, VII.II.3, § 2, VII.IV.3, § 2, IX.I.9, IX.II.6, eerste lid, en X.III.1, 2^o, a);

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 4 februari 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 21 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 12 oktober 2005;

Overwegende dat het advies van de Adviesraad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn gegeven is en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gedaan is; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Gelet op het advies 40.780/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 juli 2006 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het protocol nr 206/2 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 31 januari 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel VI.II.20, eerste lid, RPPo wordt vervangen als volgt :

« Art. VI.II.20. De door de minister overeenkomstig artikel VI.II.19, § 1, eerste lid, aangewezen dienst deelt de kandidaatstellingen onverwijld mee aan de korpschef of aan de commissaris-generaal of de betrokken directeur-generaal, naargelang het een vacature in een korps van de lokale politie dan wel in de federale politie betreft. »

Art. 2. L'article VI.II.38 PJPOL est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VI.II.38. Le directeur général des ressources humaines, le cas échéant sur avis conforme du commissaire général pour les emplois à attribuer au sein du commissariat général ou du directeur général concerné pour les emplois à attribuer au sein de sa direction générale, compare les titres et mérites respectifs des candidats estimés aptes par la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale ou, selon le cas, par la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale sur base de la proposition de cette commission de sélection et des données définies à l'article VI.II.35, alinéa 3, à la suite de quoi il décide quel est le candidat le plus apte pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si ce candidat est un officier de la police fédérale ou, selon le cas, un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A de la police fédérale, le directeur général des ressources humaines le désigne pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si ce candidat est porteur du brevet de direction visé à l'article VII.II.4, 3°, ou un officier d'un corps de la police locale ou, selon le cas, un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A d'un corps de la police locale, le directeur général des ressources humaines le propose à l'autorité de nomination en vue de sa nomination, à la suite de quoi il désigne le membre du personnel nommé à l'emploi à attribuer par mobilité au sein de la police fédérale. »

Art. 3. L'article VI.II.39, alinéas 1^{er} et 3, PJPOL est remplacé par les alinéas suivants :

« S'il s'agit d'un emploi à attribuer par mobilité qui conformément à l'article VI.II.22 est attribué à l'ancienneté, le directeur général des ressources humaines détermine l'ordre d'ancienneté entre les candidatures qui ont été déclarées recevables.

Si le candidat possédant la plus grande ancienneté est un membre d'un corps de la police locale, le directeur général des ressources humaines le nomme ou l'engage, après quoi il le désigne à l'emploi à attribuer par mobilité au sein de la police fédérale »

Art. 4. L'article VI.II.40 PJPOL est remplacé par la disposition suivante :

« Art. VI.II.40. S'il s'agit d'un emploi à attribuer par mobilité pour un membre du personnel d'un autre cadre que celui d'officier ou à un membre du personnel d'un autre niveau que le niveau A et s'il ne s'agit pas d'un emploi au sens de l'article VI.II.22, le directeur général des ressources humaines, le cas échéant, sur avis conforme du commissaire général pour les emplois à attribuer au sein du commissariat général ou du directeur général concerné pour les emplois à attribuer au sein de sa direction générale, compare les titres et mérites des candidatures estimées recevables sur base des données définies à l'article VI.II.35, alinéa 3, après quoi il décide quel est le candidat le plus apte.

Si ce candidat est un membre de la police fédérale, le directeur général des ressources humaines le désigne pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si ce candidat est un membre d'un corps de la police locale, le directeur général des ressources humaines le nomme ou l'engage après quoi il désigne le membre du personnel engagé ou nommé pour l'emploi à attribuer par mobilité au sein de la police fédérale. »

Art. 5. L'article VII.II.3, § 2, PJPOL est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. A l'exception de l'augmentation d'échelle de traitement visée au § 1^{er}, l'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique est octroyée par le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne ou, selon le cas, le chef de corps ou le membre du personnel qu'il désigne. Toutefois, si l'évaluation d'un membre du personnel de la police locale comporte la mention finale "insuffisant", l'autorité compétente dans le cadre de la carrière barémique est le bourgmestre ou le collègue de police.

Le ministre fixe les modalités relatives à cet octroi. »

Art. 2. Artikel VI.II.38 RPPOL wordt vervangen als volgt :

« Art. VI.II.38. De directeur-generaal van het personeel, in voorkomend geval, op eensluidend advies van de commissaris-generaal voor de in het commissariaat-generaal te begeven betrekkingen of de betrokken directeur-generaal voor de in zijn algemene directie te begeven betrekkingen, vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie of, naar gelang van het geval, de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie geschikt bevonden kandidaten op grond van het voorstel van die selectiecommissie en de in artikel VI.II.35, derde lid, bepaalde gegevens, waarna hij beslist welke de voor de bij mobiliteit te begeven betrekking meest geschikte kandidaat is.

Is deze kandidaat een officier van de federale politie, of, naar gelang van het geval, een personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A van de federale politie, dan wijst de directeur-generaal van het personeel, deze aan voor de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Is deze kandidaat houder van het directiebrevet bedoeld in artikel VII.II.4, 3°, of een officier van een corps van de lokale politie of, naar gelang van het geval, een personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A van een corps van de lokale politie, dan draagt de directeur-generaal van het personeel deze voor benoeming voor aan de benoemende overheid, waarna hij het benoemde personeelslid aanwijst voor de bij mobiliteit te begeven betrekking in de federale politie. »

Art. 3. Artikel VI.II.39, eerste en derde lid, RPPOL wordt vervangen als volgt :

« Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking die overeenkomstig artikel VI.II.22 bij anciënniteit wordt verleend, dan bepaalt de directeur-generaal van het personeel de volgorde van anciënniteit onder de ontvankelijk bevonden kandidaatstellingen.

Is de kandidaat met de grootste anciënniteit een personeelslid van een corps van de lokale politie, dan wordt deze door de directeur-generaal van het personeel benoemd of in dienst genomen waarna hij die aanwijst voor de bij mobiliteit te begeven betrekking in de federale politie. »

Art. 4. Artikel VI.II.40 RPPOL wordt vervangen als volgt :

« Art. VI.II.40. Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking voor een personeelslid van een ander kader dan het officierskader of voor een personeelslid van een ander niveau dan het niveau A en betreft het geen betrekking in de zin van artikel VI.II.22, dan vergelijkt de directeur-generaal van het personeel, in voorkomend geval, op eensluidend advies van de commissaris-generaal voor de in het commissariaat-generaal te begeven betrekkingen of de betrokken directeur-generaal voor de in zijn algemene directie te begeven betrekkingen de aanspraken en verdiensten van de ontvankelijk bevonden kandidaatstellingen op grond van de in artikel VI.II.35, derde lid, bepaalde gegevens, waarna hij beslist welke de meest geschikte kandidaat is.

Is deze kandidaat een personeelslid van de federale politie, dan wijst de directeur-generaal van het personeel deze aan voor de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Is deze kandidaat een personeelslid van een corps van de lokale politie, dan benoemt of neemt de directeur-generaal van het personeel deze in dienst, waarna hij de benoemde of indienstgenomene aanwijst voor de bij mobiliteit te begeven betrekking in de federale politie. »

Art. 5. Artikel VII.II.3, § 2, RPPOL wordt vervangen als volgt :

« § 2. Met uitzondering van de loonschaalverhoging bedoeld in § 1, wordt de hogere loonschaal binnen de baremische loopbaan toegekend door de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal of, naar gelang van het geval, de korpschef of het door deze aangewezen personeelslid. Indien de evaluatie van een personeelslid van de lokale politie de eindvermelding «onvoldoende» draagt, is de bevoegde overheid in het raam van de baremische loopbaan evenwel de burgemeester of het politiecollege.

De minister stelt de nadere regels inzake die toekenning vast. »

Art. 6. L'article VII.IV.3, § 2, PJPOL est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. A l'exception de l'augmentation d'échelle de traitement visée au § 1^{er}, l'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique est octroyée par le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne ou, selon le cas, le chef de corps ou le membre du personnel qu'il désigne. Toutefois, si l'évaluation d'un membre du personnel de la police locale comporte la mention finale « insuffisant », l'autorité compétente dans le cadre de la carrière barémique est le bourgmestre ou le collège de police.

Le ministre fixe les modalités relatives à cet octroi. »

Art. 7. L'article IX.I.9 PJPOL est remplacé par la disposition suivante :

« Art. IX.I.9. Le membre du personnel peut introduire volontairement sa démission au moyen d'une lettre adressée au directeur général du personnel ou au directeur de la direction de sa direction générale qu'il désigne ou, selon le cas, au chef de corps ou au membre du personnel qu'il désigne. Il ne peut quitter son service qu moyennant l'accord de l'autorité précitée et en observant le délai de préavis d'un mois. Si cette autorité n'a pas donné de réponse dans les soixante jours qui suivent la date de l'envoi de la demande, l'accord est censé avoir été octroyé.

Le délai de préavis visé à l'alinéa 1^{er} commence le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel la décision visée à l'alinéa 1^{er} a été portée à la connaissance du membre du personnel ou le jour où le délai de soixante jours, suivant la date de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, est écoulé.

L'autorité visée à l'alinéa 1^{er} peut, avec l'accord du membre du personnel, réduire le délai de préavis visé à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque la démission volontaire peut s'accompagner de l'obligation pour le membre du personnel de payer, à l'Etat, à la commune ou à la zone pluricommunale l'indemnité visée à l'article 85 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, l'autorité visée à l'alinéa 1^{er} transmet sans délai la demande de démission au ministre ou, selon le cas, au bourgmestre ou au collège de police, compétents pour statuer dans ce cas sur la demande de démission, dans les mêmes conditions que celles visées à l'alinéa 1^{er} et pour, le cas échéant, réduire le délai de préavis visé à l'alinéa 1^{er} avec l'accord du membre du personnel. »

Art. 8. Il est inséré dans l'article IX.II.6, alinéa 1^{er}, PJPOL, à la place du 2^o, qui devient le 3^o, un nouveau 2^o, rédigé comme suit :

« 2^o dans le cas visé à l'article VIII.XI.5, selon le cas, par le directeur général du personnel ou le directeur de la direction de sa direction générale qu'il désigne, ou par le chef de corps ou le membre du personnel qu'il désigne. »

Art. 9. A l'article X.III.1^{er}, 2^o, a) PJPOL les mots « le ministre » sont remplacés par les mots « le ministre ou son délégué ».

Art. 10. A partir de la date visée à l'article 54 de la loi du 20 juin 2006 portant modification de divers textes relatifs à la police intégrée, il y a lieu de comprendre dans les textes légaux et réglementaires, en attendant leur adaptation, par la « direction générale du personnel de la police fédérale », la « direction générale des moyens en matériel de la police fédérale » et la « direction générale de l'appui opérationnel de la police fédérale », ainsi que par le « directeur général de la direction générale du personnel de la police fédérale », le « directeur général de la direction générale des moyens en matériel de la police fédérale » et le « directeur général de la direction générale de l'appui opérationnel de la police fédérale », respectivement la « direction générale de l'appui et de la gestion » et le « directeur général de la direction, générale de l'appui et de la gestion » et ce, en ce qui concerne les compétences et les membres du personnel qui en dépendent.

Art. 11. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Art. 6. Artikel VII.IV.3, § 2, RPPOL wordt vervangen als volgt :

« § 2. Met uitzondering van de loonschaalverhoging bedoeld in § 1, wordt de hogere loonschaal binnen de baremische loopbaan toegekend door de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal of, naar gelang van het geval, de korpschef of het door deze aangewezen personeelslid. Indien de evaluatie van een personeelslid van de lokale politie de eindvermelding « onvoldoende » draagt, is de bevoegde overheid in het raam van de baremische loopbaan evenwel de burgemeester of het politiecölege.

De minister stelt de nadere regels inzake die toekenning vast. »

Art. 7. Artikel IX.I.9 RPPOL wordt vervangen als volgt :

« Art. IX.I.9. Het personeelslid kan zijn ontslag vrijwillig indienen door middel van een brief aan de directeur-generaal van het personeel of aan de directeur van de directie van zijn algemene directie die hij aanwijst of, naar gelang van het geval, aan de korpschef of aan het door deze aangewezen personeelslid. Het mag slechts na toestemming van de voormelde overheid en mits naleving van een opzeggingstermijn van één maand, zijn dienst verlaten. Indien die overheid niet binnen de zestig dagen na de datum van de verzending van de aanvraag heeft geantwoord, wordt de toestemming geacht te zijn verleend.

De in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn gaat in op de eerste dag van de maand volgend op die waarin de in het eerste lid bepaalde beslissing ter kennis werd gebracht van het personeelslid dan wel waarin de in het eerste lid bedoelde termijn van zestig dagen na de datum van verzending is verstreken.

De in het eerste lid bedoelde overheid kan, met akkoord van het personeelslid, de in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn inkorten.

Wanneer het vrijwillig ontslag kan gepaard gaan met de verplichting voor het personeelslid om aan de Staat, aan de gemeente of aan de meergemeentzone de vergoeding bedoeld in artikel 85 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, te betalen, bezorgt de in het eerste lid bedoelde overheid, onverwijld de aanvraag tot ontslag aan de minister of, naar gelang van het geval, aan de burgemeester of het politiecölege, die in dat geval, volgens dezelfde voorwaarden als deze bedoeld in het eerste lid, bevoegd zijn om te beslissen over de aanvraag tot ontslag en, in voorkomend geval, om, met akkoord van het personeelslid, de in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn in te korten. »

Art. 8. In artikel IX.II.6, eerste lid, RPPOL wordt in plaats van het 2^o, dat het 3^o wordt, een nieuw 2^o ingevoegd, luidende :

« 2^o in het geval bedoeld in artikel VIII.XI.5, naar gelang van het geval, door de directeur-generaal van het personeel of de directeur van de directie van zijn algemene directie die hij aanwijst, of door de korpschef of het door deze aangewezen personeelslid. »

Art. 9. In artikel X.III.1, 2^o, a), RPPOL worden de woorden « de minister » vervangen door de woorden « de minister of zijn afgevaardigde ».

Art. 10. Vanaf de in artikel 54 van de wet van 20 juni 2006 tot wijziging van bepaalde teksten betreffende de geïntegreerde politie bedoelde datum, moeten in de wettelijke en reglementaire teksten, in afwachting van de aanpassing ervan, onder de « algemene directie personeel van de federale politie », de « algemene directie materiële middelen van de federale politie » en de « algemene directie operationele ondersteuning van de federale politie », alsmede onder « de directeur-generaal van de algemene directie personeel van de federale politie », de « directeur-generaal van de algemene directie materiële middelen van de federale politie » en de « directeur-generaal van de algemene directie operationele ondersteuning van de federale politie », respectievelijk de « algemene directie van de ondersteuning en het beheer » en de « directeur-generaal van de algemene directie van de ondersteuning en het beheer » worden begrepen en dit inzake de bevoegdheden en de personeelsleden die er van afhangen.

Art. 11. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE